

→ Eté 36. Premiers congés payés dans l'Aveyron : « Rien vu d'aussi beau que ça... »

Il y a 80 ans de cela, le gouvernement de Front populaire faisait voter la loi instituant les congés payés. En ce début d'année 2016, nous souhaitons porter à la connaissance des lecteurs des extraits (intégralité sur le site www.irhs-midi-pyrenees.com) de l'enquête universitaire réalisée dans le bassin industriel nord-aveyronnais et publiée en 2006 par l'historien Alain Boscus¹.

Les images courantes de ces premiers congés payés évoquent souvent les départs à la mer ou à la montagne, les ouvriers et ouvrières parcourant la France en tandem ou s'essayant aux joies du camping. Pourtant, la réalité est plus prosaïque. Pour saisir concrètement la diversité des situations, nous avons enquêté dans le bassin industriel de l'Aveyron qui regroupait alors 30280 habitants (dont 5154 étrangers) et dont la population active, principalement masculine, était composée d'ouvriers et employés de condition modeste (aux alentours de 80 % selon les communes, avec près de 3600 mineurs et 1 600 métallurgistes.

Rares furent ceux qui quittèrent le bassin cet été là. Cela s'explique bien

sûr par l'impréparation due à la soudaineté de la loi (dont le décret d'application parut le 1er août), mais pas uniquement puisque l'année suivante, répondant à une enquête de l'Union des industries minières et métallurgiques, la direction des mines de Decazeville estimait, en se fondant sur la baisse de la consommation locale de pain, que 20 % seulement des habitants avaient quitté les localités ouvrières. Cela s'explique aussi par le fait que de nombreuses personnes n'étaient pas directement concernées par la loi : les inactifs, par exemples, ainsi que les salariés récemment embauchés ou les jeunes rentrés en cours d'année du service militaire, mais aussi tous ceux qui n'avaient pas travaillé pendant un an complet et de façon continue dans la même entreprise au cours des douze mois précédents (...)

Mais les témoignages montrent aussi que ce sont surtout les contraintes économiques, sociales et mentales des familles modestes et laborieuses d'alors qui ont empêché la grande masse de partir. Ce qui n'enlève rien à la modernité et à l'impact de

cette mesure sociale très appréciée et révélatrice de la mutation des relations sociales initiée à ce moment là.

Flâner et se reposer avant tout

Toutes les sources convergent sur ce point : la plupart des salariés sont restés chez eux, vaquant à leurs occupations traditionnelles, mais en prenant le temps de façon inaccoutumée, pour se distraire (promenade en famille, balades en vélo, piques-niques, pêche, jeux de cartes ou de quilles...), pour flâner un peu, se reposer, ou au contraire pour bricoler de façon plus soutenue.

« *Moi je suis pas parti. Ceux qui partaient, il fallait en avoir à l'époque (de l'argent)* » dit Roger M., alors ajusteur à la verrerie de Penchot. « *Nous ne sommes pas partis*, renchérit Fernand T, menuisier à la Vieille montagne. *Nous sommes restés à la maison. J'avais beaucoup de travail à faire. Et à l'époque on n'avait pas la possibilité de partir* ». Quant à Théophile T, terrassier de nationalité espagnole à la découverte de Decazeville, il résume bien ce que d'autres nous ont rapporté : « *On a pris les vacances mais on est resté à la maison. On n'avait pas assez d'argent pour aller quelque part. On n'avait même pas de bicyclette. Alors on est resté là [...] Parfois on allait se promener, oui!; on allait au Lot, là où on pouvait... à pied* ».

Un petite minorité des bénéficiaires, en revanche, a profité du temps libre pour aller travailler ailleurs, contre rémunération en argent ou en nature, afin de compléter leur salaire ou en vue d'une dépense exceptionnelle. Bien qu'interdite

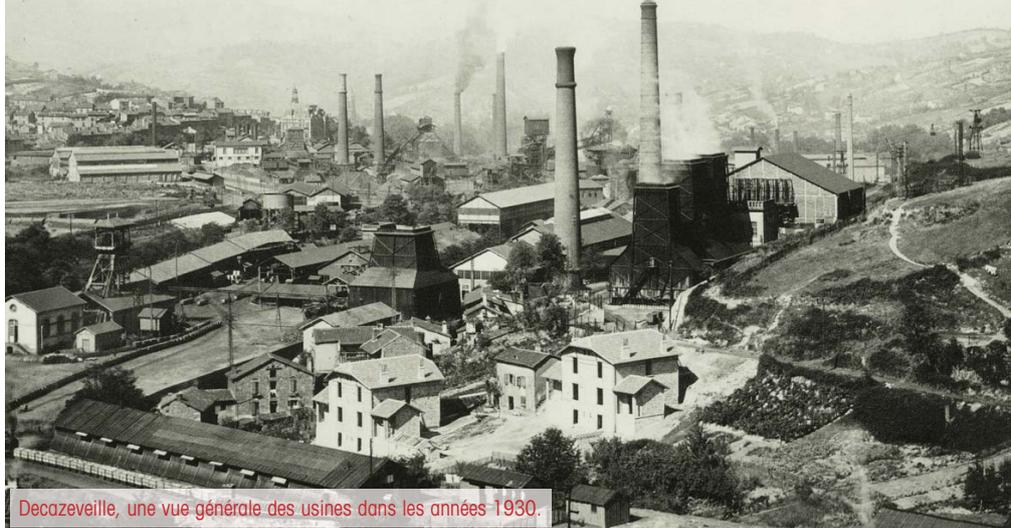


Les *Pescofis* de Decazeville, lors d'un concours de pêche à la ligne organisé en avril 1935 à Saint-Martin-de-Bouillac.

et réprimée par des amendes touchant à la fois le travailleur épisodique et son employeur, cette façon de se comporter prolongeait les habitudes de leurs parents (travaux saisonniers) ou celles prises au cours des années précédentes l'extension du chômage et du chômage partiel, en effet, beaucoup de travailleurs privés d'emploi allaient se vendre à la journée ou à la semaine chez des particuliers ou dans quelques propriétés et entreprises des alentours, ce qui était relativement aisé puisque le modeste bassin industriel aveyronnais baignait dans un océan agricole. Nécessité faisait loi. Cela n'empêchait pas les partisans les plus actifs du Front populaire de dénoncer avec vigueur ces « *saboteurs des lois sociales* », comme en attestent divers articles écrits par le leader du syndicat des mineurs, Albert Tournier, publiés dans le journal communiste L'Aveyron.

De ce point de vue, le témoignage de Lucia T, trieuse à la houillère de Decazeville et tout juste mariée avec un mineur récemment embauché, est emblématique : « *On est pas parti. Nous quand on avait les congés, on allait à la campagne avec mon mari. On travaillait. On avait la nourriture. On partait pas parce qu'on n'avait pas d'argent. Jamais ! J'allais travailler* ».

Une petite minorité, enfin, a fait le pas de la nouveauté et en a profité pour faire une escapade dans des villages peu éloignés (au maximum une cinquantaine de km), soit pour rendre visite à de la famille, soit pour prendre quelque repos en sortant un peu des habitudes. « *Je suis allé voir mon oncle près de Baraqueville. Il fallait que je présente ma future femme à la famille. Nous sommes restés là une semaine* » se souvient François C., ancien chaudronnier. Quant à Juliette L., alors femme de ménage, elle a suivi les conseils de son employeur principal en allant se reposer dans une pension qu'il lui avait lui-même choisie, à Pont-de-Salars ; « *Il était gentil. Il m'a dit : Je veux que vous alliez là-haut parce que*



Decazeville, une vue générale des usines dans les années 1930.

vous prendrez l'air [...] J'avais laissé mes enfants à mon mari et à sa mère, et moi j'étais partie toute seule [...] C'était au mois d'août ; une semaine de repos, et pas de soucis, ni rien [...] Je pensais pas à personne. Je n'ai rien foutu. Je déjeunais, je dînais, je soupais et j'allais me coucher. Je faisais rien, rien, rien ! Ah, vous savez, j'ai tellement souffert dans ma vie que, une semaine c'était joli ! ». Citons enfin l'expérience la plus novatrice, mais encore assez rudimentaire de Léopold I., forgeron à l'atelier de réparation de la houillère et aussi membre du Conseil syndical et président du Cercle populaire de Firmi : « *Les premiers congés payés, les copains partaient à bicyclette, et ceux qui partaient faisaient le tour du bassin en passant par Conques, Grand-Vabre... Les uns allaient à la pêche, les autres allaient faire un circuit. Nous [...], nous avions avec sept ou huit camarades essayé de voir si nous pouvions aller faire du camping, qui n'était pas connu à cette époque là. Nous savions qu'à côté de Conques il y avait une baraque en bois sur la route. Elle appartenait à un contremaître des ateliers. Il avait fait faire cette baraque où il allait passer le dimanche [...] Pour la première semaine, nous avons échafaudé quelque chose, et nous avons passé une semaine là, [...] sur la fougère sèche. Et on dormait là-dessus [...] Le matin on allait à la pêche, on allait chez les agriculteurs des environs acheter soit du vin, soit du jambon [...] Nous avons passé notre première semaine comme ça, uniquement des hommes [car] avec les femmes, ça pose quelques petits problèmes* », ajoute-t-il, précisant cependant : « *Des fois, on faisait venir les femmes quand*

même. Elles arrivaient vers midi par le car de Grand-Vabre, elles venaient passer l'après-midi et elles repartaient le soir, mais nous on restait [...] Ca a été un peu une innovation [...] Beaucoup de camarades passaient, qui allaient faire le circuit et se promenaient, et revenaient par Port-d'Agrès ; alors tous s'arrêtaient. Avant d'arriver sur le chemin qui menait à la baraque, on leur disait : lève le poing ! Si tu lèves pas le poing, fous le camp ! l'arrête pas !... Et il arrivait le poing levé [Rires] C'était des rigolades. J'ai jamais rien vu d'aussi beau que ça. La première fois, c'était formidable ».

Budgets serrés, départs limités

Il y a donc bien eu trois attitudes différentes : rester sur place, en profiter pour aller travailler ailleurs, se risquer à une timide aventure estivale. Mais c'est bien la première de ces trois attitudes qui fut la plus pratiquée. Les raisons majeures transparaissent dans tous les témoignages, que nous pourrions d'ailleurs multiplier à l'envi. Le manque de moyens tout d'abord, dans des milieux où la modicité des salaires (baissés en 1931 et 1932 dans les entreprises principales) et le chômage avaient rogné le pouvoir d'achat hebdomadaire et accru la charge des familles. Les budgets fort serrés excluaient toute épargne et toute dépense superflue ; et d'ailleurs la rémunération des journées de congés demeurait inférieure à celle des jours d'activité puisqu'elle ne comprenait (et pour cause !) aucun boni, aucune prime de rendement ni autres majorations.



Suite →

Jouait aussi la faiblesse des moyens de transport : pas de voiture, souvent un seul vélo par famille, des dessertes en autocar bien trop insuffisantes et des complications difficilement surmontables lorsque le lieu où l'on habitait et celui où l'on désirait se rendre étaient éloignés des gares de départ ou d'arrivée. Les habitus populaires militaient aussi contre la nouveauté. La vie entière des ouvriers et ouvrières, ici comme ailleurs, était modelée, dès le plus jeune âge, par le travail. Dès l'enfance, à partir de huit ans généralement, beaucoup étaient loués à la campagne pendant les trois mois d'été, et dès 11-12 ans, la vie active s'imposait à tous ou presque (sans que personne ne puisse « choisir son métier »), puisqu'il s'avérait impossible et semblait inutile de poursuivre les études. Quant aux personnes d'âge mûr, ne rien faire était pour elles synonyme de fainéantise ou de parasitisme ; situation que seuls les riches rentiers et bourgeois pouvaient se permettre. Leur vie de labeur se résume en quelques mots, omniprésents dans tous les entretiens : heures supplémentaires, travail saisonnier, doubles journées, temps hors travail consacré aux tâches utiles, toujours

sexuées (jardinage, bricolage, élevage de quelques bêtes, coups de main aux amis, cueillette... pour les hommes ; ménage(s), lessive, courses, repas, couture et tricot, travaux divers à domicile... pour les femmes).

Un grand cap de franchi

Ces contraintes objectives et mentales se conjugaient donc pour amoindrir le caractère de rupture et de nouveauté de ces premiers congés payés. Pourtant, la mémoire qui s'est emparée de cet été 36 nous oblige à dépasser ce simple constat. La mesure elle-même, non inscrite dans les programmes syndicaux publiés fin 35-début 36, fut fortement appréciée, y compris par ceux qui ne pouvaient partir ou qui n'en avaient pas l'idée. « *Etre payé à ne rien faire, on n'y croyait pas. C'était véritablement un tournant* » dit Léopold (...) Théophile s'était montré sensible à cet enjeu de classe : « *Oh ! si tu avais vu cette joie [...]* » Il se souvient d'un dessin qui a paru sur un journal : « *Je crois que c'était La Dépêche ou un autre. Il y avait un bourgeois qui disait à sa femme : Comment veux-tu qu'on*

se baigne là où va se laver Marie ? La Marie c'était la bonne tu comprends ; c'est ça qui leur faisait mal ! ».

Enfin et surtout, cette avancée sociale répondait aussi à une demande de dignité et de reconnaissance plus vaste, à une époque où la rationalisation du travail, la pression des surveillants, la sélection de la main-d'œuvre... se faisaient de plus en plus sentir (...)

Dans la plupart des têtes et des cœurs, ce temps payé à ne rien faire, dans sa portée à la fois réelle et symbolique, condensait bien à lui seul l'idée d'avoir franchi un cap, même dans l'esprit de ceux qui ne changèrent pas radicalement leurs habitudes. « *On a passé quelques temps, avant guerre, on chantait, on discutait dur, on rentrait le cœur joyeux* » rapporte l'ancien mineur Julien R.

Bénéficiaire de congés payés, c'était donc aussi, pour les ouvriers et ouvrières, devenir des citoyens actifs, pouvoir réellement franchir un nouveau seuil dans l'apprentissage de la vie politique, toujours à recommencer et à parfaire. (...)

L'application de la loi sur les congés payés a donc bien fait bouger les lignes, même si dans l'immédiat les pratiques nouvelles ne l'ont pas majoritairement emporté.

Alain Boscus

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Toulouse-le Mirail.



Léopold I. et ses camarades à la « baraque » surnommée le « Ruban bleu » en 1936. Ils y passèrent leurs premiers congés payés et les suivants. De temps en temps, leurs épouses et compagnes venaient leur rendre visite.

1 - Outre la lecture de la presse, des rapports d'entreprises et des archives administratives et policières, j'ai repris pour ce travail une série d'entretiens que j'avais réalisés en 1986 auprès de 35 personnes âgées. Je ne les avais que très partiellement exploités dans l'article co-signé alors avec Rolande Trempe : Les premiers congés payés à Decazeville et à Mazamet, Le Mouvement Social, n° 150, Janvier-mars 1990, pp 65-77.